



DECLARATION CSA MEN 7 MAI 2024

Voici plusieurs mois que la FSU alerte sur la question du respect du dialogue social dans ce ministère. La loi de TFP avait été promue comme un nouvel outil de dialogue plus performant. La FSU n'a jamais été dupe du tournant pris en 2019, de la volonté réelle du gouvernement d'écarter les organisations syndicales, de les dessaisir de leur expertise et de se dédouaner de toute transparence. Cela se confirme tous les jours et sur tous les sujets.

Depuis la rentrée 2023 le dialogue social, comme espace de débat, de discussion et de négociation pour répondre à l'intérêt général et à l'intérêt particulier de l'école publique n'existe plus. Sur la forme comme sur le fond plus rien ne va. Ces dernières semaines reflètent à elles seules les dysfonctionnements de ce ministère et votre mépris du dialogue social, que chaque ministre qui se succède, ne cesse pourtant de vanter. La FSU a sollicité à plusieurs reprises pour rencontrer le cabinet à ce sujet, notre dernière demande n'a obtenu aucune réponse alors qu'elle faisait suite à l'épisode peu glorieux des annonces sur la formation initiale. Vous aviez, en début d'année scolaire, lancé plusieurs chantiers sur l'attractivité du métier : formation initiale, déroulé de carrière et conditions de travail. Les 3 chantiers se sont limités à une multilatérale et une bilatérale mais pour quels résultats ? Deux des sujets pourtant primordiaux ne seront pas traités. La question du dialogue social sur la formation initiale est un fiasco tant sur la forme avec des délais proposés impossibles, des dates modifiées, que sur le fond. La réunion présidée par la ministre elle-même hier ne fait que confirmer le désastre annoncé. Beaucoup de questions restent sans réponse, des annonces qui se font sans assise réglementaire, mais peu importe le dossier est enthousiasmant selon les termes de la ministre. Mettre sous tension tout le système éducatif, les personnels et les étudiants, n'a pourtant rien d'enthousiasmant, symboliquement vous foncez dans le mur en accélérant. Ce qui a été présenté hier n'est pas le résultat d'une concertation, éventuellement le résultat d'échanges entre le ministère de l'éducation nationale et celui de l'enseignement supérieur. Mais nous ne sommes pas dupes, ce sujet, comme d'autres, est piloté par le président de la République qui a fait de l'Education son domaine réservé. Et comme un symbole du mépris pour le dialogue social, c'est à travers une fuite sur les réseaux sociaux que les OS ont découvert un document de travail.

Si vous souhaitiez réellement renforcer l'attractivité du métier, vous étudieriez et prendriez en compte certaines revendications communes des organisations syndicales, notamment la question des salaires, mais encore une fois ce n'est pas le cas.

Depuis quelques semaines, les groupes de travail sont au mieux reportés au pire annulés sans qu'aucune explication ne soit donnée, méprisant ainsi les élus qui s'organisent pour siéger. Sur le PNA, le report des GT n'augure rien de bon, les modalités de ce groupe de travail et les documents lacunaires montrent que le ministère n'est pas à la hauteur de ce dossier. Le plan, au vu des mesures envisagées, qui ne concernent qu'une part infime des agentes, risque d'être en recul par rapport au précédent. En ce qui concerne le Pacte, la réunion de bilan a tourné à la mascarade : un document qu'il a fallu arracher, des chiffres parcellaires et orientés, certainement parce que vous avez décidé que le bilan serait positif. Vous jouez à un jeu dangereux en continuant d'avancer contre les personnels. A force de maltraiter vos personnels attachés au SP d'éducation, vous risquez de les perdre et Contrairement à ce que peuvent penser certains politiques, quand nous ne serons plus là, vous n'aurez pas gagné et c'est la démocratie sociale qui aura perdu.

Toujours sur la question du dialogue social que penser du texte soumis pour avis aujourd'hui sur la gestion déconcentrée des agrégé.es. Pourquoi ce texte qui a reçu un avis favorable au guichet unique en juin 2022, qui n'a pas été abordé lors des LDG carrière et qui n'a jamais été affiché dans l'agenda social proposé et débattu en CSA MEN, arrive en mai 2024 alors même que de nombreux autres sujets par ailleurs sont en cours. Concernant les projets de programmes pour les cycles 1 et 2, là aussi c'est dans la précipitation et dans le mépris de la profession que la consultation se fait : en effet, le mois de consultation positionné sur 3 semaines de vacances scolaires et 5 jours chômés empêche les équipes de se saisir ensemble de cette réflexion. De plus, le temps court entre la lettre de saisine et la date prévue de mise en application à la rentrée 2024 confirme que leur élaboration n'a pas été voulue comme le résultat d'un consensus construit par une large communauté scientifique incluant didactique, sociologie des apprentissages, sociologie de l'éducation. La composition très restreinte des comités de rédaction est un autre élément qui va dans le même sens.

A l'ordre du jour d'aujourd'hui on trouve pour débat le rapport social unique 2022-2023 qui doit servir de support au dialogue social après le recul sur les prérogatives des commissions administratives paritaires. Cependant, nous voilà bien limités puisque seuls 49 indicateurs au lieu des 189 de l'arrêté ont été retenus par notre ministère pour la BDS et tous ces indicateurs ne se retrouvent pas dans le RSU. Sans parler du temps insuffisant accordé pour traiter ce dossier, aucun Gt n'a eu lieu pour permettre de le compléter, d'analyser et d'envisager des points d'accroche pour le travail paritaire, dans le but d'améliorer la gestion des personnels et plus généralement le fonctionnement de la Fonction publique. Sur certains sujets nous n'avons même plus de bilan discuté comme sur les titularisations, affectations des stagiaires.-

Nous n'avons d'ailleurs jamais été destinataires du bilan du 2nd degré public promis pour janvier 2024. La FSU s'est déjà exprimé à ce sujet, écrire le mot transparence dans les bilans ou les LDG ne suffit pas à lever l'opacité !

Ce traitement inconséquent et irresponsable révèle une déconsidération importante des personnels mais aussi des élus des personnels. Il y a par votre gestion de l'agenda social des conséquences à court, à moyen et long terme. Les décisions de passer des textes rapidement et dans la précipitation n'augurent rien de bon pour l'avenir du service public d'éducation, que ce soit côté DGRH et côté DGESCO. Nous avons eu la question du chocs des savoirs qu'il fallait régler en 6 semaines, nous avons maintenant une grande concertation qu'il faut mener en moins de 8 semaines, avec quels objectifs encore une fois et dans quel contexte ? Sur la forme vous ajoutez du travail à des personnels déjà débordés et vous brouillez les pistes sur ce que vous souhaitez pour l'école publique. La réunion de lancement de la grande concertation du vendredi 3 mai fut un spectacle lamentable pour le ministère. La déconsidération du ministère y compris pour ses personnels de catégorie A+ en dit long de sa volonté de détruire l'école publique. Oser dire à des DASEN sur la grande concertation qu'ils doivent commencer l'après-midi même, c'est donc considérer que dans l'immédiat il n'y a aucun autre sujet à traiter dans les départements : comme la préparation de la rentrée. Sur le fond, le Premier ministre déroule un catalogue de mesures, dont bon nombre sont empruntées à l'extrême droite. Le discours de Gabriel Attal porte une vision de la jeunesse et de l'éducation extrêmement simpliste et normative, stigmatisante, très inquiétante, que la FSU dénonce. Le langage et la logique qui sous-tend ce discours sont ceux de la guerre, de la conflictualité, très loin d'un projet éducatif, social et socialisant. Les mesures annoncées, qu'elles soient du domaine de la justice ou de l'éducation ont toutes un point commun : la jeunesse est vue comme une classe dangereuse qu'il faut mettre au pas.

Alors, c'est vrai, il vous arrive de revenir sur une mesure impopulaire à l'image de ce qui s'est joué sur les HSE. Mais à quel prix ! Après avoir soufflé sur les braises et avoir enflammé les collèges et lycées pendant 48h ! Cette mesure impopulaire, tant elle affiche un mépris envers le travail des enseignants, faisait surement aussi mauvaise presse à quelques semaines d'une échéance électorale. Vous parlez d'innovations, de projets, d'attractivité et du jour au lendemain vous rayez une ligne budgétaire qui permet la rémunération des enseignants. Si les HSE sont rétablies pour la fin de l'année, le ministère de l'Éducation nationale doit toujours trouver 682 millions à rendre à Bercy. Depuis trois mois, le ministère oscille entre explications laborieuses et grand concours Lépine pour trouver des millions à économiser. L'objectif d'une diminution d'un tiers des HSE pour l'année 2024 est toujours en cours et pourrait donc être réalisé à la rentrée 2024. A cet égard, va-t-on un jour avoir des réponses claires, sincères sur les coupes budgétaires ? peut-on imaginer quelque chose d'extraordinaire ? que vous répondiez par exemple à la demande de toutes les organisations syndicales ? En parallèle, l'annonce du renforcement du pacte a pour objectif d'obliger les personnels toujours soucieux de leurs élèves de s'y engager. Le ministère s'étonne du peu d'attractivité du métier mais les mesures prises pour les personnels déjà engagés vient toujours un peu plus dégrader leurs conditions de travail et de salaires. Les mesures envisagées pour la

formation continue, les délais de correction du baccalauréat, la mise en place d'opale, les suppressions de postes viennent chaque jour impacter négativement le quotidien des personnels. La FSU continuera de revendiquer des mesures salariales pour tous les personnels que ce soit en termes de grilles indiciaires ou de mesures de carrières liées à l'ancienneté. La lutte pour des moyens pour l'Ecole publique est loin d'être terminée !

À rebours des besoins des élèves, des étudiant·es et de la communauté scolaire, la ministre de l'Éducation nationale porte « la mise en place d'un pilotage structuré au niveau des départements, avec la création d'un service de santé scolaire et la revue des missions ».

La FSU s'oppose à cette politique médico centrée qui ne vise, par l'organisation de délégations de tâches, qu'une réduction des coûts au détriment de la lutte contre les inégalités sociales et de santé en faveur de l'élève et du renforcement des équipes professionnelles. La FSU appelle au renforcement des professionnalités des infirmières, des assistantes de service social et des psychologues de l'Education nationale en augmentant massivement le nombre de leurs emplois, leur présence dans les écoles et établissements au plus près des élèves.

A rebours encore une fois d'une visée émancipatrice de l'école, Le « Choc des savoirs » est une attaque frontale contre l'Ecole publique. La FSU dénonce un retour en arrière sans précédent, en revenant sur les acquis de 60 ans de démocratisation scolaire. Vous esquissez une certaine vision de la société, celle du tri et de l'assignation sociale, dangereuse pour notre démocratie. La FSU réaffirme son attachement au projet scolaire de l'Ecole publique, laïque, gratuite et obligatoire qui accueille partout tous les élèves sans distinction d'aucune sorte et non, nous ne trierons pas nos élèves !

Vous avez choisi d'ignorer la colère des personnels, des parents d'élèves, des élèves, vous avez choisi d'ignorer le mouvement qui se déroule sur le 93 en ne répondant pas à leurs demandes d'investissement, L'école a besoin d'un choc des moyens et non un choc des savoirs et encore moins d'un choc d'autorité ! La FSU appelle à poursuivre les mobilisations en faisant du 3eme trimestre une intense séquence de mobilisations (grèves locales, réunions publiques, rassemblements etc) et en rejoignant les manifestations du 25 mai pour dire non au choc des savoirs et pour défendre l'école publique.